

DU 4 AU 10 OCTOBRE 2021

PRIX BAYEUX CALVADOS-NORMANDIE
DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

**CATEGORIE
PRESSE ECRITE**

Wolfgang BAUER - Zeit Magazin

« Among Taliban »

AFGHANISTAN

VERSION TRADUITE

AOÛT - SEPTEMBRE 2020

Parmi les talibans.

Le premier contact. Une voix au bout du téléphone portable. Qui grince dans le haut-parleur. Une voix qui semble décidée, mais aussi jeune, presque vulnérable. En chemin, elle nous donne les dernières instructions. À quatre heures de route de Kaboul, la province de Ghazni est au centre de l'Afghanistan. Sur la route nationale, nous avons passé devant les ruines de bases militaires détruites et les épaves de véhicules calcinés de l'armée. De longues portions de la chaussée sont défoncées tous les cent mètres par les cratères des explosions. Puis la voix nous fait bifurquer, elle nous guide en nous éloignant toujours plus de la route nationale. Nous nous enfonçons dans un pays où il n'y a presque pas de routes, juste des sentiers empruntés par les chevriers. Les pneus de la Toyota patinent dans le sable, la voiture heurte des rochers. Un peu plus tard, après le dernier poste gouvernemental, une forteresse sur une colline au-dessus de laquelle flotte le drapeau afghan, la liaison est interrompue.

« C'est bien là ? », demande notre chauffeur peu après. Tendus, nous attendons sur la place d'un village, elle est vide, la localité semble désertée. Notre chauffeur regarde le portable qui n'affiche toujours aucun signal. Le point de rencontre qu'on nous a indiqué au téléphone : les premières habitations après les lignes gouvernementales. Quelques malheureuses cabanes de terre séchée. Des années déjà que leurs habitants ont fui par peur. Un no man's land. « Je ne sais pas si c'est le bon endroit », répète le chauffeur. Nous songeons à faire demi-tour, quand sept hommes en armes surgissent soudain sur la place. « La paix soit avec vous », dit l'un d'eux d'une voix juvénile qui nous est familière pour l'avoir entendue au téléphone.

Il sourit, mais son sourire disparaît aussitôt qu'il est apparu. Il se présente, Nisar, bien conscient que nous savons que ce n'est pas son vrai nom. Il nous accompagnera les prochains jours. Nous, les reporters de *ZEITmagazin*, avons préparé ce voyage depuis des mois. Et pourtant, nous sommes nerveux. Nous nous remettons entre les mains de ceux dont nous craignons jusque-là qu'ils nous kidnappent.

Pour des raisons de sécurité, les journalistes occidentaux n'ont jamais passé plus de quelques heures avec les talibans. Nous sommes les premiers depuis des années à nous remettre entre leurs mains pendant plusieurs jours. Nous voulons faire un reportage sur ceux qui ont combattu jusqu'à l'usure l'armée la plus puissante du

monde, qui ont créé un pays qui ne figure officiellement sur aucune carte internationale, l'État des talibans. Nombreux sont ceux qui craignent les talibans. Et pourtant, ils sont vénérés, des gens se jettent pour eux dans la mort, subissent la torture et la prison. Les talibans, l'espoir de beaucoup.

À l'automne 2020, les guerriers de Dieu contrôlent à nouveau près de 80 % du territoire afghan. Le gouvernement du président Ashraf Ghani est acculé dans les centres provinciaux et Kaboul, la capitale. Les restes d'un État qui se réduit comme une peau de chagrin. Les talibans sont déjà dans la banlieue de Kaboul. Les réfugiés qui ont fui les provinces pour la capitale ces dernières années s'entassent dans des espaces de plus en plus étroits. Après deux décennies, les États-Unis retirent leurs troupes. Au sein des autorités, la corruption prend des dimensions effroyables. Chacun essaie de faire passer le plus d'argent possible à l'étranger pour l'exil de sa famille. Un appareil d'État au bord de la désintégration. On redoute déjà la défection prochaine des premières unités de l'armée. Depuis la mi-septembre, les représentants du gouvernement et des talibans négocient un cessez-le-feu à Doha – pour beaucoup, c'est en fait une capitulation qui est négociée.

Vêtu de noir, coiffé d'un turban noir, la Kalachnikov jetée sur le dos, le jeune taliban Nisar ouvre la voie sur sa moto. La route s'enfonce dans la montagne, devient de plus en plus raide et une fois passé la verdure des derniers champs, autour de nous ce n'est plus que la roche blanche et nue. La piste est taillée à même le versant. Vers la vallée, c'est un précipice. Les pierres que font voler nos pneus tombent à des centaines de mètres. À chaque virage, Nisar, une gracieuse silhouette en noir, attend, lacet après lacet, jusqu'au col, à près de 3 000 mètres.

Peu avant le départ, ce que nous avons conclu avec les talibans menaçait encore de capoter. Établir le contact est risqué. La méfiance est grande, et elle est réciproque. Des journalistes, qui eux aussi ont cru pouvoir se fier à la parole des commandants talibans, ont été enlevés. L'impression qu'on a en quittant la sphère d'influence du gouvernement s'apparente à une perte totale de contrôle. Comme si sortis d'un vaisseau spatial, nous dérivions dans l'apesanteur intersidérale. Notre seule garantie de ne pas nous perdre dans le désert de pierre est un message vocal sur WhatsApp.

Notre ligne de secours : encore une voix, mais plus âgée cette fois. La voix du porte-parole du chef suprême des talibans. Un message vocal en guise de laissez-passer.

Ceux qui d'habitude enlèvent des Occidentaux comme nous, nous protègent à présent – c'est du moins ce que nous espérons. Vers midi, nous atteignons la partie basse de la vallée située de l'autre côté du massif. Les talibans règnent ici sans partage depuis près de dix ans. Le district de Raschidan est relativement petit mais d'une grande importance stratégique, car il est limitrophe de Ghazni, la capitale de la province. Une douzaine de villages nichés dans un sillon vert de champs et de bosquets qui suit le cours d'une rivière au fond de la vallée. Sinon, ce n'est qu'une terre pauvre de poussière et de pierres. Nisar a prévu de nous conduire au centre du district, dans le village de Hussein Chel. C'est là que se trouve le marché, où les traces des affrontements du passé sont encore visibles. Nisar s'arrête à la hauteur du lycée, les élèves regardent d'un air curieux depuis les fenêtres. Une vingtaine d'hommes coiffés de turbans noirs se tiennent devant l'entrée. Ils nous attendent.

« Je vous souhaite la bienvenue dans l'Émirat islamique », déclare Maulawi Nasrat, le commandant taliban de Raschidan. Sa poignée de main manque d'assurance, il hésite et nous embrasse selon la coutume afghane. « Les Américains, et vous autres leurs alliés, avez attaqué notre pays », dit-il. « Nous n'avons fait que défendre notre pays. Vous nous avez contraints à cette guerre. » Nasrat nous prie d'entrer. Les talibans s'assoient avec nous sur le sol de la salle des professeurs. Ils n'ont jamais rencontré de journalistes occidentaux. Certains nous regardent avec haine, d'autres, la plupart, avec ce qui ressemble à de la curiosité.

Des conseillers provinciaux se sont réunis dans la salle, des juges de différents tribunaux, plusieurs délégués de la police des mœurs, qui vérifie que la longueur de la barbe et le code vestimentaire islamique soient respectés dans les villages, le responsable de l'éducation qui supervise les écoles, un collecteur d'impôts – un échantillon représentatif de la bureaucratie établie ces dernières années par les talibans. À Raschidan, il y a longtemps que le gouvernement de Kaboul appartient au passé. « Regardez comment ça se passe dans notre district ! » lance Nasrat, le commandant, qui a une trentaine d'années. « Parlez aux gens. Ils sont heureux car nous suivons le Coran et la charia. Le gouvernement de Kaboul, que vous, étrangers,

avez installé, vénère la corruption. Il est moralement corrompu. Chez nous, il n'y a pas de corruption. Nous servons Allah et résolvons les problèmes des gens. »

En Afghanistan, plus personne ne comptait sur les talibans. Ils avaient été défaits, écrasés. Réduits à l'insignifiance en quelques semaines seulement par les forces américaines après les attentats du 11 septembre. Selon les estimations, 20 % de l'ensemble des combattants talibans ont été tués à ce moment-là. Les autres ont fui au Pakistan ou gagné la clandestinité. Pour éviter que l'Afghanistan ne soit à nouveau sous le joug des radicaux, la communauté internationale s'est résolue à un effort gigantesque. Cinquante pays ont envoyé des soldats et du personnel humanitaire. Les États-Unis affirment qu'à eux seuls, ils ont investi mille milliards de dollars. L'exemple de l'Afghanistan devait prouver qu'il est possible de changer un pays en bien et de l'arracher au mal. Le mal, autrement dit : les talibans.

Leurs débuts sont obscurs. Les légendes ne manquent pas sur leur fondateur, le mollah Omar, qui a perdu un œil en combattant les Soviétiques dans les années 1980. Jusqu'à sa mort en 2013, une seule photo de lui circulait. Après l'effondrement du régime communiste en 1992, Omar enseigne dans une mosquée près de Kandahar. Le pays est alors tombé aux mains de centaines de seigneurs de guerre et de leurs combattants, les moudjahidines, organisés en dizaines d'alliances rivales s'affrontant les unes les autres. Les années les plus sanglantes de la guerre civile. L'Afghanistan sombre dans l'anarchie. Début 1994, un chef de guerre tribal enlève deux filles, les fait raser et les retient dans sa base, où elles sont violées. Omar rassemble les 30 élèves de son école coranique, les « talibans », car « talib » veut ni plus ni moins dire « étudiant ». Armés de 16 fusils, ils se rendent dans la maison du chef de guerre, libèrent les filles et pendent le chef de guerre au canon d'un char.

L'histoire des talibans, ce mouvement que le monde découvrira plus tard comme l'opresseur des femmes de tout un pays, a commencé par la libération de deux femmes. Dès lors, de plus en plus de personnes se tournent vers le mollah Omar pour lui demander son aide face aux attaques des chefs de guerre. Des étudiants d'autres madrasas le rejoignent. Quelques mois plus tard, ils contrôlent des provinces entières. À la fin de l'année, le mollah Omar compte 12 000 partisans. Il se fait bientôt appeler Amir Al-Mominin, « le commandeur des croyants ». Et bientôt, l'argent coule à flots

pour lui aussi. Les factions moudjahidines lui donnent de l'argent, espérant instrumentaliser les talibans contre leurs adversaires. Le Pakistan, qui avait soutenu les moudjahidines dans la lutte contre les Russes, donne de l'argent pour mieux les contrôler. Les talibans ont débuté comme des sauveurs en Afghanistan. Après 25 ans de guerre, ils apparaissent comme la force qui pourrait enfin apporter la paix à ce pays déchiré.

Mais tout ce qu'ils ont apporté, ce n'est qu'une nouvelle guerre sanglante. Depuis 42 ans maintenant, l'Afghanistan n'a pas connu la paix.

« Nous avons appris des erreurs du passé », déclare Nasrat, le commandant de Raschidan. Il se rappelle que jadis, après avoir conquis un district, ils avaient nommé un des combattants gouverneur. « Il ne savait pas comment gérer la population », conclut-il. « Aujourd'hui, c'est différent. Nous avons de nombreux experts. » D'un air incertain, il ne cesse de regarder Nisar, qui a pris place à ses côtés. Le jeune taliban qui est venu nous chercher a été dépêché pour nous escorter par la choura, le conseil central des talibans au Pakistan. Il porte du khôl autour des yeux, ce qui, dans la culture pachtoune, est censé le protéger du mauvais œil. Il n'a que 23 ans, pas encore l'âge d'avoir une barbe fournie. Nasrat le dépasse d'une tête, il est de dix ans son aîné, a les mains calleuses, est habitué au dur labeur : un paysan devenu révolutionnaire. « Nous avons tellement d'experts », dit Nasrat, le commandant, « que nous pouvons administrer tout l'Afghanistan. Nous connaissons le monde maintenant. »

« Dis-leur donc », l'encourage Nisar, « que nous écoutons mieux le peuple maintenant ». – « Nous écoutons davantage ce que les gens veulent », dit Nasrat. « Et si tu leur disais que nous aurons la paix une fois que toutes les troupes étrangères seront parties », suggère Nisar. Nisar dicte ouvertement les réponses, il ne cherche pas à s'en cacher. Il fait partie du service de presse des talibans. Car les guerriers de Dieu gèrent des stations de radio dans la plupart des provinces, ils publient des journaux, alimentent des plates-formes sur les réseaux sociaux. Les hommes comme Nisar sont la jeune élite talibane. En phase avec le monde moderne pour ce qui est des technologies, ils filment les jeunes kamikazes sur le point de se faire exploser dans la foule.

Le symbole de leur victoire trône sur une butte au-dessus du village. Nasrat et Nisar quittent l'école et traversent le marché à pied. Officiellement, il appartient au gouvernement, mais il y a longtemps que les commerçants paient leur bail aux talibans. Trois pharmacies, plusieurs mécaniciens qui réparent principalement les motos des talibans, des épiciers, quelques tailleurs. Sur 250 échoppes, 50 sont ouvertes. Rares sont les hommes qui osent ne pas arborer une barbe fournie, rares sont ceux qui ne portent pas de turban. Le nouveau dress code des talibans, qui ne diffère guère de l'ancien. La barbe, pas plus longue, ni plus courte qu'un poing, comme celle du prophète en son temps. Les marchands et les clients nous regardent. Ils se demandent si nous sommes des otages ou des invités.

Et puis nous nous trouvons face aux remparts du siège du district, une forteresse qui domine la vallée. « Voilà ma plus grande victoire », déclare Nasrat en franchissant la porte. Il ne reste que des ruines. L'herbe a envahi la cour. Le mur d'enceinte s'est effondré en plusieurs endroits, les deux bâtiments principaux ont été éventrés par les explosions. Il y huit ans, Nasrat et ses hommes ont pris d'assaut le complexe. Détruisant au passage trois chars et tuant 46 policiers. Traces de l'ultime désespoir : les fenêtres sont scellées avec de la terre, les murs écroulés renforcés avec des tas de sable. « Regardez comment ils traitaient leurs prisonniers », dit Nasrat en désignant un trou bétonné dans le sol de la cour. C'est là-dedans que la police laissait les villageois suspects croupir. « Une atteinte aux droits de l'homme », lance Nasrat, passant sous silence le fait que les talibans enferment bien leurs prisonniers dans des étables ou des grottes. Les vainqueurs s'arrogent le monopole de l'interprétation. Le drapeau taliban flotte sur le toit, blanc avec une inscription en noir : « Il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah, et Mohammad est son prophète ».

Une seule pièce du complexe est encore intacte. Un réduit parfaitement nu, des nattes au sol. C'est désormais notre quartier général, dit Nasrat, sauf que c'est faux. Craignant les frappes de drones, les talibans s'attardent rarement au même endroit. Comme lors de notre voyage. Où les rencontres seront brèves. Ils sont pressés. Ils arrivent sur une douzaine de motos, Nasrat, le commandant, est le seul à conduire une voiture, puis le groupe se disperse, tout le monde partant dans des directions opposées sans dire où ni quand nous les reverrons. La nuit, nous sommes livrés à nous-mêmes. Personne ne nous surveille. Pourtant, nous savons parfaitement que

Nasrat est informé du moindre de nos mouvements. La nuit, une obscurité quasi totale tombe sur la vallée. Située dans la capitale provinciale de Ghazni, l'alimentation électrique publique la plus proche se trouve à 88 kilomètres. Notre premier hôte vit un peu mieux que ses voisins : il a pour unique source d'électricité une batterie de voiture, alimentée par un panneau solaire sur le toit. Elle permet d'allumer deux ampoules en même temps.

À la faveur de la nuit, nous discutons avec les habitants des villages. D'autres, pour ne pas les mettre en danger, nous les retrouverons en sécurité à Kaboul après notre voyage. Voilà ce que nous voulons savoir : à quoi ressemble vraiment la vie sous les nouveaux talibans ?

Un homme d'environ 40 ans, instruit, né à Raschidan :

Les premières années qui ont suivi la chute du régime des talibans, personne ne pensait qu'il y aurait à nouveau la guerre. Nous étions optimistes. Tout le monde était fatigué, même nos talibans locaux étaient fatigués. Ils sont retournés dans leurs familles et sont redevenus des paysans. Ils ne se battaient pas contre le gouvernement. Au début, les talibans n'étaient pas hostiles à l'aide internationale qui construisait des ponts et des canaux d'irrigation dans notre vallée. Mais aujourd'hui, presque tout le monde est contre le gouvernement. Le gouvernement a fait revenir la violence. Ils sont venus dans la vallée et ont chassé les anciens talibans. Et puis les étrangers sont arrivés. Ils venaient la nuit, avec des hélicoptères, et arrêtaient les gens dans leurs maisons. Ils ont arrêté beaucoup d'innocents.

Le gouvernement et les étrangers n'écoutaient que le commandant Chalil, un chef de guerre. Dans les années 1990, c'est lui qui détenait le pouvoir ici avant de devoir fuir face aux talibans. Et puis il est revenu avec les Américains. Chalil n'est pas un homme bon, il ne l'était pas avant, il ne l'est pas maintenant. Il a volé beaucoup de terres. Il lui suffisait d'accuser un homme d'avoir été avec les talibans pour le contraindre à fuir avec sa famille. Et Chalil obtenait sa terre. Dans un village, il a voulu s'emparer de tellement de terres que les habitants ont pris les armes. Pour se défendre contre le voleur. Quinze personnes ont trouvé la mort. Le gouvernement n'a pas arrêté le voleur, mais ceux qui lui ont tenu tête. C'est pourquoi la plupart des gens ici sont favorables aux talibans. Le gouvernement nous a envoyé l'aide internationale, mais avec Chalil, il nous a pris nos terres.

Presque partout, la renaissance des talibans a suivi à peu près le même schéma. Les Occidentaux avaient rétabli les anciens chefs de guerre, souvent détestés par la population. Des hommes qui ont passé leur vie à ne rien faire d'autre que se battre pendant des décennies d'une guerre brutale, avec à la clé 1,5 million de morts. C'étaient eux, les piliers du nouveau gouvernement dirigé par Hamid Karzaï que l'Occident a soutenu à coups de milliards. Alors que les chefs de guerre prenaient le pouvoir dans les provinces, le gouvernement central était trop faible pour les contrôler. Les chefs de guerre se sont fait élire au parlement, ils ont acheté des postes politiques, sont devenus gouverneurs, ministres ou généraux de la nouvelle armée. Leurs fils ont créé des entreprises qui ont obtenu des contrats lucratifs de l'armée américaine, de l'OTAN et de nombreuses organisations d'aide au développement. Ils ne payaient pas d'impôts, écrasaient la concurrence dans le pays par la violence et la corruption, accumulaient des biens immobiliers à l'étranger.

Dès 2002, les talibans ont tenté de se réorganiser, mais ils ont échoué. La plupart des Afghans les ont rejetés, espérant que l'avenir serait meilleur avec Karzaï, et les ont dénoncés aux Américains et aux forces gouvernementales. En exil, dans les grands camps de réfugiés du Pakistan, les talibans se sont divisés en trois factions différentes, trois chouras. La première s'est formée à Quetta, dirigée par une partie de l'ancienne élite talibane. Une deuxième a vu le jour à Peshawar. La troisième, la plus radicale, s'est constituée à Miran Shah. Où un clan familial, celui des Haqqanis, dictait sa loi. Un nom qui allait bientôt être redouté car les Haqqanis dirigeaient les plus grands camps d'entraînement de kamikazes. Jusqu'en 2015, ce réseau aurait déployé 1 160 kamikazes, dont 843 ont « réussi » leur mission.

Au fil des ans, les talibans se sont renforcés à mesure que la déception de la population face au gouvernement grandissait. Les premières années, la choura de Quetta est en position de force. Puis c'est au tour de celle de Peshawar, et ensuite, à nouveau de celle de Quetta, ce qui est encore le cas aujourd'hui. Les combattants des trois chouras se sont affrontés par intermittence, prenant des territoires les uns aux autres. Des chercheurs en conflits internationaux ont établi qu'en 2004, le Pakistan a repris ses versements aux rebelles à hauteur de 20 millions de dollars par an. Islamabad a ensuite augmenté ses paiements jusqu'à 500 millions de dollars par an. Dans la région, le Pakistan est dans un étai. Et redoute plus que tout une alliance

entre ses voisins afghans et indiens. L'Afghanistan revendique les territoires pachtouns de l'ouest du Pakistan – autrefois attribués au Pakistan par les Britanniques. L'Inde revendique une partie du Cachemire au nord. Depuis sa création en 1947, le Pakistan est menacé de désintégration. Avec un Afghanistan régi par les talibans, d'où ne viendrait aucun danger vu que ce pays serait en situation de totale dépendance, le Pakistan n'aurait plus à craindre pour son existence.

Le lendemain, Nasrat et Nisar nous attendent à nouveau au siège du district qu'ils ont conquis. « Nous allons vous montrer comment nous faisons la paix », dit Nisar. Ce matin-là, un groupe d'hommes est réuni dans la seule pièce intacte. Le tribunal de district des talibans. Le président Mawlawi Schaker est assis à l'avant de la pièce, il n'a que 26 ans. « Pas un mot sur le Pakistan », lui murmure Nisar, d'une manière tout de même bien audible, lorsque Schaker veut parler de la madrasa qu'il a fréquentée. Il dira donc qu'il a étudié à Ghazni. Lui aussi porte du khôl sombre autour des yeux. En face de lui : deux commerçants, dont l'un a prêté de l'argent à l'autre. Le créancier prétend avoir donné l'équivalent de 800 euros, le débiteur dit qu'il ne s'agissait que de 520 euros. « As-tu des témoins ? », demande Schaker au premier. Il n'en a pas. « As-tu des témoins ? », demande-t-il au second. Lui non plus n'en a pas. Le débiteur lit des messages WhatsApp où le créancier le menace. Ils s'invectivent jusqu'à ce que Schaker dise : « Assez. »

Il farfouille dans le sac en plastique posé sur sa Kalachnikov où se trouvent ses documents et en sort un formulaire. Un bout de papier portant le logo des talibans et l'en-tête : « Province de Ghazni, district de Raschidan, administration civile ». Il écrit quelques lignes sur la feuille et renvoie l'affaire au tribunal provincial. Ils trouveront une solution, dit-il, une fois que les deux hommes ont quitté la ruine. La prochaine instance va sûrement chercher à forger un compromis entre les deux. « Même les gens des zones contrôlées par le gouvernement viennent nous voir avec leurs différends. Là-bas, ils doivent payer beaucoup d'argent sans pour autant obtenir justice. Aucune affaire n'est résolue. Alors que nous, nous résolvons les affaires. » Ce qui est encore plus important en Afghanistan qu'ailleurs, car ici les différends se transforment rapidement en vendetta.

Dans la lutte des talibans contre l'alliance gouvernementale, c'est leur arme la plus précieuse : les tribunaux appliquant la charia. Eux non plus ne rendent pas toujours

justice à celui qui est dans son droit, mais au moins ils rendent justice, prononcent des jugements et les font appliquer. Tout le contraire de ce qui se passe dans les zones gouvernementales : là-bas, les juges acceptent souvent de grosses sommes d'argent des deux parties, qui finissent par avoir l'impression d'être empêtrées dans un borbier de pots-de-vin et de menaces. Les juges changent leurs verdicts en fonction des faveurs du moment, les reportent longtemps et ne sont ensuite pas en mesure de les faire appliquer.

Alors que nous quittons l'ancien centre du district sur la colline, un bourdonnement se fait soudain entendre au-dessus de nous. Le bruit d'un drone traversant la vallée à la recherche de cibles. La majorité des commandants talibans tués ces dernières années ont été victimes d'attaques de drones. Nasrat et Nisar lèvent la tête, mais ils ne voient rien. Le camouflage rend l'appareil presque invisible dans le ciel. Ils s'arrêtent un temps, puis le bourdonnement s'éloigne.

Au bazar, les talibans nous montrent la petite clinique qui est d'ailleurs la seule du district et doit subvenir à environ 42 000 habitants. Le bloc en pierres naturelles brutes a été construit il y a 16 ans par l'agence d'aide au développement USAid, comme en témoigne encore un panneau défraîchi à l'entrée. Le directeur qui nous accueille regarde Nisar à chaque phrase. « Nous n'avons rien pour protéger les gens du coronavirus. Nous n'avons pas de masques, pas de gants. » Heureusement que le district a été quasi épargné jusque-là, avec un seul cas positif. Le pire fléau, c'est le choléra. « Sur 100 personnes, 20 ont le choléra. » L'eau est mauvaise. Dans les maisons en terre, les sanitaires sont encore traditionnels. Une simple fosse par foyer creusée dans le sol où les toilettes et le lavoir se trouvent l'un à côté de l'autre. Et dans les villages, les puits contiennent de moins en moins d'eau ces derniers temps. Il n'y a pas d'égouts.

« Je n'en ai aucune idée », répond Nasrat lorsque nous lui demandons comment il compte réduire la pauvreté dans la vallée une fois la guerre gagnée. Il parle de construire une nouvelle mosquée et une nouvelle madrasa. Mais après ? Nasrat réfléchit longuement avant de répondre : « Je suis un combattant, je me suis battu toute ma vie. Je n'ai aucun plan pour ce qui viendra après. »

Aujourd'hui, Nasrat et son équipe prennent congé en début d'après-midi. Nous

apprendrons plus tard qu'ils devaient se préparer pour mener une attaque contre un poste de police dans le centre de Ghazni, la capitale provinciale. L'opération est une nouvelle humiliation pour le gouvernement. Trois policiers meurent. Les talibans ont pris le poste d'assaut, se sont emparés de fusils et de bazookas et se sont échappés, apparemment sans essuyer de pertes.

La nuit, nous entendons des explosions. Nous montons sur le toit plat de notre maison et écoutons dans l'obscurité. Au loin, au bout de la vallée, ce sont des frappes d'obus. Le lendemain matin, on nous apprend qu'apparemment, l'artillerie gouvernementale tire au hasard sur les villages où elle soupçonne la présence de talibans, par vengeance.

Cette nuit encore, nous parlons avec des habitants. Nous rencontrons un homme plus âgé, lui aussi originaire de Raschidan.

Les talibans disent qu'ils contrôlent tout chez nous, mais ce n'est pas vrai. Au début du mois d'août, un enseignant a été assassiné. Il était chez lui, des inconnus l'ont enlevé en plein jour et l'ont abattu dans les champs. Certains disent qu'il était impliqué dans un différend familial. D'autres disent que les talibans ont fait le coup. Il y a aussi de mauvaises personnes parmi les talibans. Mais dans l'ensemble, c'est beaucoup plus sûr que du côté du gouvernement. Nous sommes tous contents que les talibans se soient emparés du quartier général du district. Nous avons beaucoup souffert avec les policiers. Ils tiraient à l'aveugle dans la vallée. Ils ont tiré sur des paysans qui allaient irriguer leurs champs la nuit à cause de la sécheresse. Ils ont tué deux enfants qui gardaient des moutons. Le gouvernement nous avait envoyé des policiers ouzbeks et hazaras. Ces ethnies nous détestent. La situation était telle que tout le monde faisait un grand détour pour éviter le centre du district, même le marché était pratiquement désert. Depuis le retour des talibans, les combats ont cessé. Les commerçants reviennent et la vie s'améliore un peu.

Chez nous, dans la vallée, la plupart des gens ne soutiennent toujours pas les talibans. Ils se taisent, c'est tout. Ils attendent. Les jeunes hommes qui sont avec les talibans sont allés dans des madrasas, des écoles coraniques, au Pakistan. Nous avons quatre madrasas dans la vallée. Les enseignants ont tous été formés au Pakistan. Les parents sont ravis que leurs fils puissent fréquenter ces établissements. Les talibans

ne retiennent que les meilleurs. Les garçons intègrent les madrasas à l'âge de sept ans. Ils sont internes. Nous avons aussi des écoles publiques. L'autre jour, le lycée a reçu des ordinateurs portables, mais les talibans les ont tous emmenés dans leurs madrasas. Les écoles coraniques sont désormais mieux équipées que les écoles publiques. La nourriture y est meilleure. Les élèves n'apprennent presque rien dans les écoles du gouvernement. Les professeurs sont trop mauvais. Alors que les enfants qui fréquentent les madrasas arrivent rapidement à très bien lire et écrire.

Le lendemain, le ciel semble exempt de drones. Depuis que les États-Unis ont démantelé leurs bases, le nombre de frappes aériennes a considérablement diminué. Toutes ces années, l'aviation afghane est restée faible. En la dotant de peu d'avions et de munitions, l'aide militaire occidentale l'a circonscrite. Par crainte semblerait-il que les généraux afghans ne s'en servent un jour sans retenue. Nisar téléphone et nous invite à poursuivre nos entretiens au déjeuner. Le lieu : la maison d'un fermier un peu plus aisé. Nasrat et son équipe, 25 hommes, sont assis dans la pièce servant à accueillir les hôtes, une chambre voûtée façonnée dans la terre. La nourriture est opulente pour la région, beaucoup de viande. Nasrat et ses hommes logent toujours gratuitement dans les villages : la population doit subvenir à leurs besoins.

« Que dois-je dire d'autre ? », demande Nasrat à Nisar en se penchant vers lui. – « Dis-leur que nous sommes maintenant unis et que nous représentons toutes les ethnies. » – « Il y a des membres de toutes les tribus dans nos rangs », dit Nasrat. « Nous n'avons de problème avec aucune tribu. » L'Afghanistan est un État multiethnique composé de neuf nationalités. La source originelle de la violence. À maintes reprises, la guerre civile a éclaté en raison de conflits entre groupes ethniques. Contrairement à leur propagande, les talibans que nous rencontrons au cours de ce voyage n'appartiennent qu'à un seul groupe, le plus important, celui des Pachtouns.

La vallée de Raschidan marque la frontière entre deux peuples qui vivent dans l'inimitié depuis des siècles. En bas, dans la plaine alluviale, là où le sol est le plus fertile, sont installés les Pachtouns. Pendant des siècles, les rois d'Afghanistan étaient issus de ce peuple. Sur les pentes arides surplombant la vallée, jusque loin dans les montagnes, vivent les Hazaras. Ils descendent des Mongols. Les Pachtouns sont sunnites, les Hazaras sont chiites, comme les Iraniens. Les rois pachtouns déjà

menaient des campagnes contre les Hazaras, pillant leurs villages, les accablant avec les impôts les plus durs, les laissant s'appauvrir, tuant des dizaines de milliers de personnes. L'unification politique entre Hazaras et Pachtouns n'a jamais été réalisée au sein d'un État. Dans les années 1990, les talibans ont poursuivi l'asservissement des Hazaras. En 2001, aucun groupe ethnique n'a autant salué la chute des talibans que les Hazaras.

Avec le retrait des Etats-Unis, une nouvelle tragédie menace-t-elle désormais les deux peuples ? Nous espérons trouver des éléments de réponse dans le district voisin de Nawur. Presque exclusivement peuplé de Hazaras, il est depuis des années sous la coupe des talibans.

Les chemins qui y mènent sont encore pires, la route principale qui traverse Nawur n'est qu'une trouée de poussière blanche, du calcaire broyé au fil des ans par les pneus des poids lourds. Les villages semblent presque déserts. On nous dit que plus de 80 % des habitants ont fui à l'étranger ces dernières années, la plupart pour trouver du travail, principalement en Iran. Trois millions d'Afghans vivraient actuellement dans la république islamique. Ceux qui ont fui envoyaient jusque-là de l'argent à ceux qui sont restés, mais de moins en moins ces derniers temps. Car la crise économique sévit en Iran.

Peu avant que la route ne disparaisse entre les parois rocheuses d'une gorge, une école est bâtie à même le versant. Une école comme il ne devrait pas y en avoir au royaume des talibans. « Entrez », nous accueille le directeur après une courte négociation. Le lycée Bibi Seinab accueille 150 fillettes réparties dans six salles de classe. Les talibans tolèrent l'enseignement jusqu'à l'équivalent de la terminale parce que les élèves sont hazaras. À Raschidan, en terre pachtoune, les filles, si tant est qu'elles soient scolarisées, n'ont le droit d'aller à l'école que jusqu'à l'âge de 11 ans, car, selon les talibans, c'est ce que veulent leurs parents. De nombreuses familles pachtounes voient l'éducation des filles d'un mauvais œil. Les femmes doivent aider à la maison et se marier tôt. Et plus une femme est jeune, plus le prix à payer pour l'épouser est conséquent.

À Nawur, les écolières ne portent pas de burqa, juste un foulard. « 20 % de nos diplômées », annonce fièrement le directeur, « vont à l'université. » La plupart à

Ghazni pour étudier la médecine ou devenir infirmière. L'école n'est pas chauffée, de nombreuses fenêtres n'ont pas de vitres, il n'y a donc pas cours en hiver. Un seul manuel scolaire doit souvent suffire pour trois filles. Le directeur a fondé l'école quelques mois après la chute des talibans. C'est un vieil homme aux lunettes épaisses et au dos courbé. Mais quand il parle de son école, il rayonne.

Il dit que jusque-là, les talibans se sont seulement plaints du fait que le bâtiment était trop proche de la route principale et n'était pas entouré d'un mur. Les filles sont donc exposées au regard des hommes qui passent. Et ce n'est pas tout, la moitié des matières enseignées à l'école le sont par des hommes, et non par des femmes. Les talibans ont fermé presque toutes les écoles de filles dans les années 1990 pour ces raisons. Nous lui demandons s'il s'inquiète de ce qu'il adviendra de son école si le pays tombe entièrement aux mains des talibans. Le directeur fixe le sol, puis lève les yeux et dit : « Le monde nous a oubliés. »

Le chemin que nous empruntons mène à une gorge étroite, des parois rocheuses s'élèvent de chaque côté. Le ciel se rétrécit. Mawlawi Ahmadi, le commandant taliban de Nawur, nous a convoqués. Il était censé nous rencontrer avec Nasrat à Raschidan, mais il n'est jamais venu. Il paraît qu'il évite l'envoyé de Quetta, Nisar. La question que nous nous posons, et nous ne sommes pas les seuls : quid de l'unité réelle des talibans ?

Ahmadi a fixé comme point de rencontre un village dans une cuvette reculée de la vallée. La piste qui y mène a été à moitié détruite par les fortes pluies qui ont provoqué des glissements de terrain catastrophiques dans tout l'Afghanistan au cours de l'été. « La vallée de la cascade », voilà comment s'appellent les lieux. L'air se fait rare. Une douzaine de maisons en terre tapies au pied d'une paroi de 700 mètres de haut. Les sommets au-dessus du village tutoient presque la barre des 4000 mètres.

Un petit garçon est accroupi dans l'ombre d'une maison. À part lui, il n'y a pas âme qui vive dans la localité. Le garçon ne nous salue pas. Il nous regarde d'un air grave. Au bout d'une heure, Ahmadi apparaît, accompagné de deux gardes du corps. « Regardez comme notre pays est beau », lance-t-il d'un air protecteur en guise de salutation. Ahmadi, la trentaine, turban blanc, barbe noire fournie, n'a rien du caractère

paysan d'un Nasrat ou du zèle d'un Nisar. Son père était mollah à Raschidan et l'a envoyé à la madrasa lorsqu'il était enfant. Ahmadi parle doucement, en pesant ses mots. Sa voix reste de velours, même lorsque ses propos sont durs. Le modèle même de l'érudit islamique, tel qu'Oussama ben Laden le célébrait.

Il nous conduit dans la petite mosquée du village. Une pièce nue avec un tapis. Quatre ou cinq anciens du village, tous des Hazaras, arrivent finalement, quoique hésitants, et prennent place. Leurs corps sont décharnés, leurs joues creuses. Un district très difficile, dit Ahmadi le Pachtoun qui n'a sous sa coupe que des Hazaras. Il fait le compte : 125 000 habitants au total et 75 000 sous son contrôle. Le gouvernement ne tient que le centre du district, à six heures d'ici. « Mais nous nous efforçons de changer cela », déclare-t-il. Il dit s'être récemment emparé des carrières de gypse, la plus importante source de revenus du district. Les propriétaires des gisements paient désormais leur impôt aux talibans.

Pour les talibans, il semble que la guerre est presque gagnée, mais comment gagneront-ils la paix ? À la longue, la pauvreté de l'Afghanistan dynamitera tout ordre établi. Ahmadi le sait. Il a des projets pour son district. « Il faudrait moderniser les mines », dit-il. Il veut construire un barrage dans la vallée pour irriguer davantage de champs. Il veut aménager les routes – mais doit bien concéder qu'il n'a pas l'argent nécessaire. « Nous souhaitons le retour des ONG étrangères. Nous garantirons leur sécurité. Pendant un certain temps, nous resterons dépendants d'elles », dit-il. « Elles peuvent revenir. Mais nous n'allons pas mendier leur présence. »

Une pause dans la conversation, Ahmadi quitte brièvement la pièce et les anciens nous demandent de lui faire part de leur détresse. « Dites-lui de nous aider. Les pluies ont détruit la route. Elles ont emporté de nombreux champs. Nos cultures sont anéanties. » Jusque-là, Ahmadi n'a pas échangé le moindre mot avec les anciens, il ignore plusieurs fois nos questions, puis déclare : « Nous n'avons pas d'argent. Tout ce que nous pouvons faire, c'est inciter les organisations d'aide à venir. »

De l'aide, Ahmadi en espère également des réfugiés en Allemagne. « Il y a beaucoup d'experts parmi eux. C'est d'eux dont nous avons besoin pour reconstruire notre pays. » Il assure qu'il ne leur arrivera rien. Mais ceux qui ont commis des crimes aux

côtés du gouvernement devront s'attendre à être sévèrement punis. « Pour moi, ce ne sont plus des Afghans. » Tel un homme d'État, il remercie l'Allemagne d'avoir accueilli des réfugiés, mais accuse également les Allemands d'avoir fait beaucoup de mal en Afghanistan avec leur armée. Les soldats auraient tué des innocents. Il est encore trop tôt pour pardonner à ces militaires. « J'éprouve toujours de la haine envers eux. Oui, je les déteste. »

Il est midi à la mosquée et les anciens demandent à Ahmadi si les dix invités du déjeuner ne pourraient pas être répartis par deux entre différentes familles. Pour que les frais soient supportables pour chaque hôte. « Non, » tranche Ahmadi, « nous mangerons à la mosquée. » Et voilà comment malgré leur misère, les anciens sont les seuls à devoir nourrir les invités. Dans la semaine qui suivra, leurs familles ne mangeront presque rien, les réserves ayant été épuisées par cette hospitalité. Silencieux, ils nous regardent manger, nous et les talibans.

En guise d'adieu, Ahmadi nous invite à des exercices de tir derrière le village. Nous refusons poliment, Ahmadi cherche à détendre l'atmosphère. Il nous accompagne à la cascade, lieu abritant une source sacrée censée soulager les affections mentales. Un des gardes du corps tire avec un M16 américain, un fusil d'assaut qu'il prétend avoir pris à un soldat américain il y a un an et demi. « Je l'ai d'abord abattu, puis j'ai pris son arme », ricane-t-il. Le second garde du corps raconte qu'il y a quelques jours, ils ont fêté la libération d'un des leurs. Sous la pression des États-Unis, le gouvernement afghan, affaibli comme jamais sur le plan militaire, a dû libérer 5 000 combattants talibans cette année. L'un d'eux est de la région, dit le garde du corps. Arrêté en 2004 pour avoir assassiné à Ghazni une Française de 29 ans, Bettina Goislard, une humanitaire du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés. « Nous avons fêté son retour jusque tard dans la nuit. »

L'anfractuosité herbeuse en haut du rocher qu'ils ont choisie comme cible, aucun des trois ne parvient à l'atteindre lors des exercices de tir.

Nous passons à nouveau la nuit à Raschidan. Où nous écoutons à nouveau le récit d'un villageois.

Il y a deux ans encore, les talibans étaient très stricts avec nous. Ils nous arrêtaient

dans la rue et nous fouillaient pour voir si nous avions des smartphones. Seuls les téléphones portables normaux sont autorisés. Mais si tu es un des leurs, ils t'autorisent à avoir un smartphone avec Internet. Maintenant, ils sont moins sévères. Mais ça dépend toujours de leur commandant. Avant, Ahmadi était très strict. Avec Nasrat, il y avait toujours moyen de parler. Le pire, c'est quand des talibans qui ne sont pas d'ici débarquent. Nous devons alors enlever les antennes satellite des toits et les placer dans la cour. Ils nous battent et détruisent les paraboles avec leurs haches. Pourquoi regardez-vous les chaînes des infidèles ? voilà ce qu'ils nous disent.

Les talibans ont beaucoup changé. Ils sont de plus en plus corrompus. Depuis peu, ils ont tous de nouvelles mobylettes. Nombre d'entre eux ont deux ou trois épouses et envoient leurs familles à Ghazni ou à Kaboul. Chez nous, les personnes qui souffrent le plus sont celles qui vivent près des mosquées. Les talibans y séjournent en grands groupes et les voisins doivent les nourrir. Ils disent « nous combattons les infidèles, mais vous, que faites-vous ? Vous n'allez même pas nous donner à manger ? » Un grand problème, ce sont les mariages forcés. Les familles ne peuvent pas refuser quand un chef taliban veut épouser une de leurs filles. Ils profitent de notre détresse. C'est un tabou ici, les gens n'en parlent pas.

La misère n'a cessé de grandir. Il a très peu plu ces dernières années. Nous ne pouvons irriguer qu'un tiers des champs. Et il n'y a plus de travail en Iran. Les nôtres qui sont là-bas ne nous envoient plus beaucoup d'argent. De nombreuses familles n'ont pas les moyens de payer le prix de la fiancée. Il y a 90 % de mariages en moins qu'il y a deux ans. Les pères des filles réclament trop d'argent. Ils sont trop avides. Avant, dans la région, ils demandaient 10 000 euros en moyenne. Nous avons parlé aux talibans et, il y a un an et demi, ils ont fait savoir dans les mosquées que le montant ne devait pas être supérieur à 3 500 euros. Mais c'est encore trop. Les talibans refusent toute nouvelle baisse. Il y a tellement de couples ici qui partent et vont à Kaboul.

Les talibans ne s'intéressent pas vraiment à nous. Ils ne s'intéressent qu'à eux-mêmes. C'est presque comme avec les chefs de guerre. Nous sommes perdus. Nous ne saurions même pas dire ce qui est pire, être régis par les chefs de guerre ou les talibans.

Longtemps, aucun camp n'a semblé en mesure d'obtenir un avantage militaire décisif en Afghanistan. Les trois chouras ont commencé à s'affronter. Le Pakistan a arrêté le chef de la choura de Quetta, le mollah Baradar, soi-disant parce qu'il était favorable à des pourparlers de paix avec Kaboul – ce qui est hors de question pour Islamabad. Son successeur, Achtar Mohammed Mansur, s'est mis en quête de sources de financement alternatives. De nombreuses études attestent qu'il les a trouvées dans le trafic de drogue. Sous son égide, l'Afghanistan est redevenu un des plus importants producteurs d'opium au monde. En 2014/15, la choura de Quetta aurait généré 285 millions de dollars grâce au trafic de drogue. Pour le gouvernement de Kaboul, la situation est devenue précaire dès lors qu'en plus du Pakistan, l'Iran a également commencé à soutenir les talibans. Plus les États-Unis se sont montrés menaçants envers l'Iran, plus la république islamique est intervenue en Afghanistan. En 2012, une nouvelle choura a été fondée à Mashhad, en Iran. Avec l'aide de Téhéran, les talibans ont pu s'emparer de grandes parties du nord de l'Afghanistan. Selon des études, les versements de l'Iran aux talibans sont passés de 30 millions de dollars en 2006 à 190 millions en 2013. Ce qui n'empêche pas le pays des ayatollahs de soutenir en même temps le gouvernement de Kaboul à coups de millions. Là non plus, pas question pour Téhéran de perdre son influence.

Les talibans qualifient le gouvernement d'Ashraf Ghani de pupille de l'étranger. À y bien regarder, ils sont pourtant dans une position similaire. Tirillés entre de nombreuses forces. Dans le passé, ces forces allaient dans des directions opposées. Elles semblent désormais partager le même objectif – du moins pour l'instant : réduire l'influence occidentale en Afghanistan. Grâce à une aide extérieure mieux coordonnée, les talibans ont également réussi à mieux s'organiser en interne. Aux négociations de paix à Doha, ils se présentent comme un front uni. Mais personne ne saurait dire combien de temps cette unité durera. Déjà, des groupes désertent pour rejoindre une organisation encore plus radicale qui veut poursuivre la guerre et ne pas se cantonner aux frontières de l'Afghanistan : l'« État islamique ».

Le matin du cinquième jour, nous quittons Raschidan peu après le lever du soleil. « Soyez prudents », nous dit Nisar, qui nous accompagne jusqu'à la frontière du territoire contrôlé par les talibans. « Le gouvernement a beaucoup d'espions chez

nous. » Nous voulons éviter d'être arrêtés sur le chemin du retour par des forces de sécurité afghanes trop zélées qui verraient en nous des soutiens des insurgés. Nisar avance à moto sur des routes qu'il sait non contrôlées. Il nous infiltre à travers les banlieues jusqu'à Ghazni, faisant fi des barrages routiers, comme le font toujours les talibans lorsqu'ils attaquent une ville. Un signe d'au revoir de la main et il a déjà disparu dans la poussière de la piste.

Une fois de plus, l'avenir de l'Afghanistan est totalement incertain. La plupart des observateurs s'attendent à ce que les négociations de paix échouent bientôt. Après toutes ces années de guerre, les blessures sont profondes des deux côtés. De nombreux commandants talibans ne veulent pas céder une once du pouvoir alors que leur victoire pourrait être totale. Mais eux aussi risquent de faire un mauvais calcul. S'emparer de Kaboul, ville de plusieurs millions d'habitants, serait plus sanglant que de se battre dans les villages. Ensuite, tenir la capitale pourrait s'avérer encore plus difficile. La société afghane a maintenant des valeurs bien trop éloignées. Ce qui l'unit, c'est ce qui la divise. Les blessures. Les deuils. La haine. Réconcilier les Afghans avec eux-mêmes prendra du temps, un temps que le pays n'a pas.

Une dernière fois, sur le chemin du retour vers Kaboul, nous voyons les restes d'une armée presque vaincue, l'armée d'un gouvernement qui il y a peu, était l'espoir de l'Occident. Une succession qui semble ne pas finir d'épaves calcinées et de postes militaires pris d'assaut. Un champ de ruines de 170 kilomètres de long. Les habitants des villages ont commencé à transporter l'argile des anciens remparts avec des camions pour la vendre comme matériau de construction.

« Comment en est-on arrivé là ? » demande un diplomate afghan de haut rang lors d'un de nos derniers jours à Kaboul. C'est une belle soirée et il fait doux. Il a invité des chefs de service de différents ministères sur sa terrasse. Le buffet déborde de mets succulents. Un verre de vin rouge à la main, les officiels écoutent attentivement dans la nuit. De violents combats ont lieu quelque part dans les environs. Les tirs durent depuis des heures. À plusieurs reprises, des hélicoptères de combat survolent la terrasse où se trouve le buffet. Les fonctionnaires appellent fébrilement leurs contacts parmi les forces de sécurité. Ces derniers parlent d'un exercice de tir. Pour ne pas provoquer de panique. « Il est temps pour nous de prendre congé », dit l'un des invités.

« Je crains que bientôt, toutes les routes pour rentrer soient bloquées. » Mais il est bien trop tôt, se plaint l'hôte. « Restez donc. » L'heure n'est pas encore venue de partir.